

Suède

Après les élections générales du 28 septembre 1998, les relations syndicat-parti

Maurice Braud

L'étroite imbrication du parti social-démocrate (SAP) et du mouvement syndical suédois, particulièrement LO, en a fait historiquement l'une des meilleures expressions du " modèle social-démocrate ". Il est nécessaire cependant d'y regarder d'un peu plus près pour distinguer, sous l'apparence de la permanence, les évolutions souterraines comme pour entrevoir, sous l'écume tremblante et changeante, le cours régulier du fleuve.

Les congrès des diverses organisations et les échéances électorales permettent d'effectuer quelques sondages qui nous informent sur ces mouvements et sur leur importance. Les récentes élections générales suédoises du 20 septembre 1998 ont été de ce point de vue un révélateur des forces à l'œuvre et de leur rapport à cet instant précis.

Un peu d'histoire

La littérature sur le " modèle suédois " d'organisation ouvrière est abondante et ancienne. La fascination au sein du mouvement ouvrier français pour l'organisation du mouvement ouvrier suédois, avec ses grandes caractéristiques, est remarquable dès le début du XXe siècle. Etudiant le " socialisme scandi-

nave ", Jean Longuet présente longuement, admiratif, les organisations ouvrières suédoises, leur démarche unitaire et coordonnée, dont il nous dit que c'est " une leçon méthodique et harmonieuse que nous donne le mouvement suédois ", particulièrement remarquable pour Longuet dans " ces magnifiques *Maisons du peuple* ", notamment celle de Stockholm où les services du SAP se partagent les locaux avec ceux de LO .

Esquissant une typologie des rapports syndicats-partis, Alain Bergounioux classe le modèle suédois parmi le " modèle allemand ", qu'il caractérise par une coopération étroite entre parti et syndicat , l'interpénétration partis-syndicats étant plus forte en Suède qu'en Allemagne. En effet, le parti social-démocrate suédois a été historiquement formé par le regroupement de diverses organisations ouvrières, notamment syndicales . Renforçant ce caractère ouvrier, l'adhésion des structures syndicales locales au parti était obligatoire, pendant que le parti créait parallèlement des organisations pour encadrer des franges spécifiques du mouvement ouvrier (jeunes, femmes, chrétiens, ...), organisations qui pour la plupart existent encore aujourd'hui. Cette organisa-

SUEDE

tion totale du mouvement ouvrier, à travers plusieurs organisations développant entre elles un maillage serré, a été théorisée et mise en œuvre par Hjalmar Branting dès la fin du siècle dernier ; Ce mode d'organisation le conditionne largement encore aujourd'hui.

La prédominance de l'affiliation collective, par le syndicat, même en ayant perdu son caractère obligatoire des origines, a continué d'assurer au SAP jusqu'en 1991 une base de masse incontestable tout en permettant l'expression des revendications des travailleurs .

Ajoutons à cela l'action conjointe de formation et d'éducation de LO et du SAP à travers l'ABF, à la fois organisme d'éducation populaire et école des cadres pour le SAP comme pour LO. L'ABF contrôlerait environ 40 % de l'éducation des adultes en Suède, et on estime que deux Suédois sur trois auraient affaire au moins une fois dans leur vie à l'ABF .

Quelques évolutions récentes

Depuis la défaite historique du SAP aux législatives de 1976, défaite partiellement imputable à la reprise par le SAP de revendications formulées par LO visant à la création de fonds salariaux (projet Meidner), la coopération dans les années 80 entre le SAP et LO a semblé moins confiante et moins étroite, expression de désaccords stratégiques entre les deux organisations . La remise en cause du principe de l'affiliation collective au parti, décidée par le Congrès du SAP en 1987, avec extinction définitive en 1991, malgré la volonté de LO de maintenir ce mode d'affiliation au parti, a contribué à augmenter l'incompréhension réciproque.

La politique menée par le SAP, de retour aux affaires en 1994, dans un contexte économique difficile de grave

récession de l'économie suédoise, a été particulièrement impopulaire parmi les salariés et partant, les responsables syndicaux. Le Congrès de LO de 1996 a, sur ce point, été le révélateur du malaise croissant de la base et des responsables syndicaux de LO face une direction du SAP devenue sourde à leur mise en garde .

Septembre 1997 : difficile retour à une coopération confiante

L'amélioration relative de la situation économique, une impopularité record dans l'opinion publique suédoise et la perspective d'élections générales dans une année à peine ont sans doute contribué à infléchir sensiblement la politique menée par le gouvernement à direction SAP de Göran Persson. La tenue d'un Congrès a permis opportunément de sceller publiquement la redécouverte des vertus de la coopération avec le mouvement syndical. Parallèlement, du côté de LO, le spectre du retour des Moderaten (conservateurs) en coalition avec les autres formations de droite ou de centre droit qui, au début des années 90, avaient mené une politique ultra-libérale sous la direction de Carl Bildt, a rappelé qu'il n'était guère prudent de multiplier les critiques contre une équipe gouvernementale avec laquelle malgré tout demeuraient quelques liens.

Les discours au Congrès du SAP de Ingela Thalén, Secrétaire générale du parti, et de Bertil Jonsson, Président de LO, se répondent en écho, affirmant chacun la volonté de renouer avec la coopération passée entre les deux branches du mouvement ouvrier. Pourtant, ils le font l'un et l'autre sur des bases sensiblement différentes. Si Ingela Thalén appelle à renforcer et à développer la coopération avec le mouvement syndical, aux différents niveaux du parti, cette coopération dans son

esprit n'a rien d'exclusif. Ingela Thalén, dans le même discours, invite à développer le dialogue avec d'autres partis et organisations car, dit-elle, " nous avons beaucoup à apprendre des autres partis et organisations, de l'Eglise et du monde des affaires "...

Le propos de Bertil Jonsson est plus fidèle à la tradition social-démocrate : la question centrale pour lui est celle de l'unité du mouvement ouvrier dont une réelle coopération, dans le respect de l'identité de chacun des partenaires, est l'expression. Il suggère de reprendre l'offensive auprès de l'opinion publique en répondant d'abord aux demandes de la base électorale traditionnelle du parti déçue par la politique menée par le gouvernement.

Ces deux perspectives stratégiques, entre un parti inter-classiste ouvert largement à toutes les sensibilités " progressistes " de l'opinion d'une part et un parti qui, sans être exclusivement de classe (le SAP comme la plupart des partis socialistes et sociaux-démocrates se veut plutôt " parti du peuple "), demeure fortement articulé à la classe ouvrière à travers la coopération étroite avec le mouvement syndical, sont difficilement conciliables à terme. Néanmoins, en fonction des échéances rapprochées, devant l'urgence, les deux organisations se sont mises l'une au service de l'autre, en ordre de bataille pour préparer les dernières législatives.

Les élections de 1998

L'implication de LO dans la campagne électorale aux côtés du SAP a été très importante. A la mesure du retard à combler dans l'opinion. Les sondages d'opinion étaient en effet, à la fin de l'année 1997, particulièrement mauvais pour le SAP, en dessous de la barre des

30 % d'intentions de vote (score aux législatives précédentes de 1994 : 45,6 %).

La direction de LO, convaincue de la nécessité d'éviter l'arrivée une nouvelle fois d'un gouvernement " bourgeois " et de maintenir un partenariat privilégié avec le SAP, doit réaliser un exercice difficile : convaincre sa base du bien-fondé de cette stratégie de soutien, peser sur le parti pour qu'il infléchisse son programme de gouvernement, participer à la campagne du parti tout en défendant simultanément les intérêts de ses mandants.

En plus d'un important soutien financier à la campagne du SAP, LO met à la disposition de la direction de campagne un responsable national pour assurer l'interface entre les deux appareils, assurer le suivi de la coopération LO-SAP aux différents échelons territoriaux, participer à la préparation des argumentaires des candidats. Sur le programme gouvernemental proprement dit, l'importance donnée aux questions d'emploi, à l'amélioration du système de santé et de protection sociale, notamment pour les personnes âgées et les enfants, enfin à la formation et à l'amélioration du système éducatif, porte la marque d'un travail en commun resserré entre les deux organisations. LO par ailleurs, en plus du soutien à l'organisation pratique des meetings de campagne, a édité un matériel de propagande propre déclinant les raisons du soutien de LO, de telle ou telle section locale de LO ou d'une de ses fédérations aux candidats SAP. En outre, LO a voulu faire des commémorations de son histoire des moments privilégiés de glorification du passé social-démocrate. Ainsi, les nombreuses manifestations organisées au cours de l'année 1998 pour le centième anniversaire de LO ont été l'occasion de rappeler ce qu'un siècle de lutte (avec le SAP)

SUEDE

avait apporté à la Suède toute entière, notamment lors des manifestations du 1^{er} mai 1998.

Le soutien financier de LO au SAP a néanmoins fait l'objet, pour la première fois semble-t-il, de commentaires négatifs. Pour la direction de LO, ces critiques étaient inspirées par les milieux d'affaires et le Parti modéré (conservateur). En guise de riposte, elle a indiqué que ce soutien avait toujours été clairement affirmé et revendiqué, qu'il était transparent, qu'en revanche le soutien de certains milieux patronaux aux partis libéral et modéré, sous forme d'espaces publicitaires, d'organisation de réunions, etc... l'était bien peu. Cette réponse visait surtout certains cercles patronaux influents, autour de l'Industriförbundet (fédération des industries suédoises) notamment, qui, au cours de la campagne, ont distillé des informations alarmistes sur la situation économique suédoise, le poids excessif de la fiscalité pesant sur les groupes qui participent pourtant grandement à la prospérité nationale (direction d'Ericsson envisageant d'abandonner la Suède comme siège social), etc...

Les résultats électoraux

Au lendemain des élections générales suédoises (élections législatives et régionales), le SAP (parti social-démocrate suédois) enregistre avec 36,6 % des suffrages exprimés aux élections législatives (131 sièges sur 349) l'un de ses plus mauvais scores depuis la fin des années 20. Il est en recul de 8,8 % (- 30 sièges) par rapport au scrutin de 1994, où il avait atteint un score historique.

Ce mauvais résultat ne profite que partiellement aux " partis bourgeois ", où d'importants reclassements internes sont aussi à l'œuvre. Le Vänsterpartiet (Parti de la Gauche, ex-communiste) tire béné-

ficie de la faiblesse du SAP, et il passe de 6,2 % à 12,0 % des suffrages exprimés, soit 43 sièges (+21). Cette progression très nette prolonge le succès de plus faible amplitude de 1994 où le Parti de la Gauche avait déjà progressé de 6 sièges. Le score des écologistes, absents du Riksdag de 1991 à 1994, est relativement stable (ils ne perdent que deux sièges et 0,5 % des voix, soit 16 sièges et 4,5 %).

Le principal parti de la droite parlementaire, le Parti conservateur ou Moderaterna, emmené par Carl Bildt, ne parvient pas à creuser l'écart à son profit à l'intérieur de la droite, et il demeure en définitive relativement stable à 22,7 % (+0,5 %) et gagne deux sièges. Le Parti libéral et le Parti centriste perdent chacun 2,5 % des suffrages exprimés et 9 sièges. Le Parti libéral recueille ainsi 4,7 % des suffrages et 17 sièges, le Parti centriste (ex-agrarien) 5,1 % et 18 sièges. Pour ce dernier parti, qui il y a vingt ans dirigeait le gouvernement (Fällidin) et dominait la droite parlementaire, la stratégie de soutien sans participation au gouvernement social-démocrate, suivie depuis 1994 et jusqu'à tout récemment, montre ses limites. Le grand gagnant à droite est le Parti chrétien-démocrate qui, en obtenant 11,8 % des voix et 42 sièges, connaît la plus forte progression (+7,7 % et +27 sièges).

Nous ne possédons pas de données définitives sur la répartition des votes en fonction des catégories sociales ou des options idéologiques. Toutefois, quelques sondages d'opinion réalisés à la sortie des bureaux de vote fournissent déjà des indications intéressantes. La direction de LO estimait le vote de ses adhérents pour les candidats du SAP à environ 67 % en 1986, 65 % en 1988, 53 % en 1991 (défaite électorale du SAP) et à 66 % en

1994. Si l'on en croit un sondage, 46,3 % des " cols bleus " seulement (base syndicale de LO) auraient voté pour les candidats SAP, et 19,5 % pour le Vänsterpartiet. Parmi les votants se réclamant explicitement de leur appartenance à LO, seulement 53,2 % d'entre eux affirment avoir voté pour le SAP, et 20,6 % pour le Vänsterpartiet . A défaut d'être précises, ces données fournissent de grandes tendances qui montrent les limites de la stratégie de soutien de LO au SAP.

Après les élections, quelle politique et quel partenariat avec le mouvement syndical ?

Cette fragmentation nouvelle de la vie politique qui affaiblit les grands partis, tant à droite qu'à gauche, fragilise la position du SAP et de Göran Persson. L'absence de réelle alternative au sein du SAP, la réaction de corps aussi après cet échec, vécu en interne comme celui de tout le parti, n'ont pas mis pour l'heure en cause sa position. Politiquement en revanche, il est contraint de tenir compte de cette fragmentation, d'autant plus que le soutien du Vänsterpartiet et des écologistes (Miljöpartiet) est nécessaire pour avoir une majorité stable. Signe de ce positionnement, Göran Persson a renoncé à se rendre fin septembre aux Etats-Unis à la réunion organisée par Bill Clinton et Tony Blair en marge de l'Internationale socialiste.

Un gouvernement minoritaire SAP a été constitué. La Déclaration de politique générale du nouveau gouvernement décline le programme gouvernemental en mettant l'accent sur les objectifs sociaux : ramener le chômage à 4 % en l'an 2000, augmenter les dotations aux communes et collectivités territoriales, pour financer notamment les services de santé et d'aide aux personnes âgées, etc... .

Dans cette déclaration, Göran Persson affirme vouloir accroître la coopération entre partenaires sociaux. Implicitement, en reconnaissant l'importance des accords librement consentis entre partenaires pour l'obtention de solutions stables et de long terme, il remet en cause la trop grande propension passée des derniers gouvernements SAP à peser directement sur le contenu de la négociation (notamment pour le contrôle des salaires). Modalités de la formation des salaires, droit du travail, durée du travail, etc... devraient en conséquence donner lieu à des négociations dans les mois et années à venir.

Dans l'esprit du Premier ministre néanmoins cette orientation politique ne peut se faire que sur la base de finances publiques saines, de la stabilité des prix, et de conditions favorables à la création et au développement des entreprises.

La réduction du temps de travail, qui a été abordée durant la campagne par le Vänsterpartiet et le Miljöpartiet, est renvoyée par le gouvernement, en cohérence avec la pratique suédoise antérieure, à la discussion entre partenaires sociaux. Les milieux patronaux, qu'ils soient interlocuteurs de la négociation (SAF) ou non (Industriförbundet), y sont opposés . Majoritairement, LO est opposée à une réduction généralisée du temps de travail, et ne croit pas aux vertus de celle-ci dans la lutte contre le chômage . TCO serait sans doute l'organisation syndicale la plus ouverte à cette idée, sans avoir cependant les moyens de l'imposer . Il est donc peu probable qu'en ce domaine les choses avancent véritablement, le gouvernement se refusant par avance à toute initiative.

Pour mettre en œuvre son programme, le nouveau gouvernement offre un visage remodelé, autour d'un grand

SUEDE

ministère de l'Industrie et du Commerce, dont le titulaire, Björn Rosengren, coiffe aussi (provisoirement ?) les départements ministériels du Travail et des Transports et communications. Le choix de la personnalité de Björn Rosengren par le Premier ministre est intéressant. L'expérience politique de ce dernier est relativement courte, à la tête ces toutes dernières années d'une région dans le Grand Nord, où il est parvenu à développer l'économie et le tissu d'entreprises. Björn Rosengren a en revanche une grande expérience syndicale, puisqu'il fut Président de la centrale TCO jusqu'à sa démission forcée suite à un scandale. Il est épaulé par Mme Mona Sahlin, avec rang de ministre. Mona Sahlin, figure jeune et charismatique du SAP dont Ingvar Carlsson, Premier ministre jusqu'en 1995, avait souhaité qu'elle lui succède, revient ainsi aux affaires.

Il est intéressant de noter que pour ce grand ministère qui semble devoir être le moteur de cette politique de reconquête par le SAP de sa base électorale, aucun des deux ministres n'est issu de LO, le partenaire historique, mais au contraire que l'un appartient à une organisation syndicale qui a toujours affirmé sa neutralité politique (même si à titre individuel il était déjà membre du SAP) et que l'autre titulaire est surtout connue à l'intérieur du SAP par son positionnement "moderniste".

Au lendemain des élections générales, malgré la volonté ferme de LO de maintenir l'unité des deux branches historiques du mouvement ouvrier suédois, les électeurs ouvriers d'une part, le SAP d'autre part, prennent donc leurs distances avec ce modèle d'organisation. Les uns (les électeurs) en se portant pour une

bonne part sur le Vänsterpartiet qui est parvenu ainsi à capitaliser (provisoirement ?) le vote protestataire des populations attachées à la défense du "modèle suédois", l'autre (le SAP) en tentant d'être le grand mouvement interclassiste du "progrès". La direction de LO pourra-t-elle maintenir durablement la stratégie, en relatif porte-à-faux avec sa base, alors que dans l'opinion commence à être remis en cause le bien fondé des aspects financiers du soutien au SAP ? Les débats à venir en son sein seront sur ce point particulièrement intéressants à suivre.

LES RELATIONS SYNDICAT-PARTI